

Prise de parole CGT- FO-FSU-SOLIDAIRES du 18 octobre 2022

La mobilisation gagne des secteurs de plus en plus nombreux dans le privé et dans le public, idem du côté de nos aîné.e.s qui demandent une revalorisation des pensions pour mieux vivre.

Elles et ils étaient des centaines de milliers à répondre à l'appel intersyndical du 29 septembre dernier.

Que ce soit dans l'énergie, dans l'agroalimentaire, dans la santé, dans le transport, dans l'éducation, dans le social, dans le commerce, dans la métallurgie, dans les organismes sociaux...., les salarié.e.s, dans de très nombreux secteurs professionnels, depuis des mois, se mobilisent pour gagner des augmentations de salaire répondant à une juste répartition de la richesse qu'elles et ils produisent, augmentations qui leur permettraient aussi de faire face à une inflation galopante.

Les jeunes aussi se mobilisent pour leurs conditions de vie et d'études ainsi que pour une réforme des bourses ambitieuses.

Au regard de l'augmentation des bénéfices des entreprises du CAC 40, du montant indécent des dividendes versés aux actionnaires et de l'augmentation délirante et intenable des produits de première nécessité, dont l'énergie, avec, pour exemple entre octobre 2021 et aujourd'hui pratiquement le doublement de la facture de fuel, les revendications portées par les salarié.e.s, retraité.e.s et jeunes sont légitimes.

Elles et ils ne sont pas dupes. Les chèques ou primes versées ne répondent aucunement à la situation qu'elles et ils subissent.

Total ou Exxon, alors qu'ils réalisent d'énormes profits et que des milliards d'euros de dividendes sont versés à leurs actionnaires, refusent d'accéder aux exigences des salarié.e.s massivement mobilisé.e.s pour l'ouverture d'une négociation sérieuse. Ces derniers réclament uniquement le rattrapage de l'inflation et une meilleure répartition des richesses qu'elles et ils produisent.

La situation de blocage qui amène à la pénurie de carburants est uniquement de la responsabilité des actionnaires de ces groupes qui veulent continuer à se gaver sans fin. Que les travailleuses et travailleurs puissent se nourrir, se loger, se chauffer, se déplacer correctement n'est aucunement leur problème.

La question salariale est au cœur de l'affrontement entre le monde du travail et le capital.

Au gouvernement qui décide de réquisitionner les salarié.e.s, alors que cette procédure constituant une atteinte au droit constitutionnel de grève et aux libertés fondamentales a déjà été condamnée par l'OIT, nous lui répondons fermement :

Réquisitions des dividendes et non des salariés !

S'il faut réquisitionner, que le gouvernement réquisitionne les patrons pour imposer les négociations et les augmentations de salaire

Nous exigeons que ce gouvernement, désavoué dernièrement par sa propre majorité à l'Assemblée Nationale qui vient de rétablir l'« exit tax », mesure pour enrayer l'évasion fiscale qui avait été, pour l'essentiel, supprimée par la Macronie, d'agir sur les salaires à hauteur de l'inflation :

- en augmentant le smic et en légiférant pour qu'à chaque augmentation de ce dernier tous les salaires soient revalorisés,
- en augmentant les pensions et minimas sociaux,
- en augmentant le point d'indice des fonctionnaires,
- en imposant la conditionnalité aux aides publiques,
- en arrêtant son projet de réforme des retraites et de l'assurance chômage.

Nous exigeons également de ce gouvernement de respecter le droit constitutionnel de grève et nos libertés fondamentales en mettant fin aux réquisitions et à la criminalisation des grévistes.

Nous exigeons du patronat d'accepter l'ouverture de négociations salariales sérieuses dans chaque branche professionnelle.

Tant que ces revendications légitimes n'auront pas abouties, nous appelons l'ensemble du monde du travail, salarié.e.s, retraité.e.s, jeunes et privé.e.s d'emploi, à continuer à développer les luttes dans les entreprises, les établissements et dans les champs professionnels.

Merci de votre écoute.